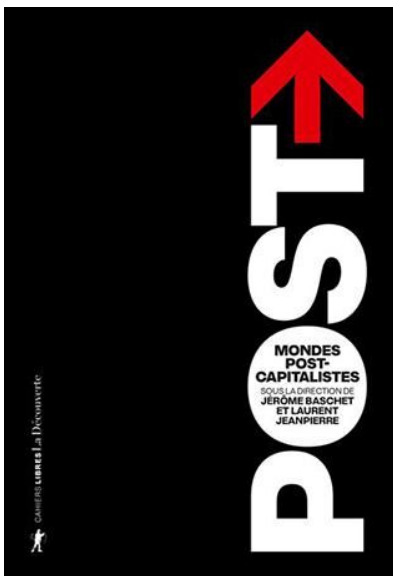


# «Travailler à une civilisation alternative au capitalisme est une nécessité»

 7 min • Recueilli par Anastasia Vécrin et Thibaut Sardier Dessin Jeanne Macaigne



**Alors que le productivisme capitaliste nous mène à la catastrophe écologique et climatique, la réflexion pour changer de modèle semble patiner. Dans un livre somme, dirigé par Jérôme Baschet et Laurent Jeanpierre, plus de 80 auteurs s'appuient sur des expériences concrètes pour imaginer une alternative crédible.**

Une bouffée d'oxygène de 900 pages. En ces temps sombres, il fallait bien une somme pour convaincre que l'horizon ne se limite pas à la guerre et à la possible arrivée de l'extrême droite au pouvoir... Ni au capitalisme qui impose, en étant difficilement mis en cause, sa loi mortifère à la planète comme à nos existences. Alors, à quoi ressembleraient des sociétés débarrassées du capitalisme ? Une question qui agite les altermondialistes depuis les années 2000 et que reprennent l'historien Jérôme Baschet et le professeur de science politique Laurent Jeanpierre, pour la projeter dans l'avenir, dans leur livre collectif intitulé Mondes postcapitalistes.



Ne partez pas. Il ne s'agit pas de plans sur la comète par de doux rêveurs, mais du travail rigoureux de près de 80 auteurs et autrices de différents horizons et continents, parmi lesquels Philippe Descola, Davi Kopenawa, Dominique Méda ou Vandana Shiva. Ensemble, ils mêlent théorie et exemples concrets du Chiapas (Mexique) au quartier libre des Lentillères à Dijon, des fermes paysannes d'Inde ou d'Afrique subsaharienne aux ronds-points des gilets jaunes. Des expérimentations qui, restées circonscrites, n'ont pas réussi à remettre en cause le système. En arpentant des futurs alternatifs, les auteurs du livre tentent de rouvrir les imaginaires et de montrer qu'une autre vie est encore possible, centrée enfin sur le bien vivre, la protection du vivant, l'entraide, le soin, la joie.

Le mois dernier, on apprenait que 13 000 millionnaires ne paient pas d'impôt sur le revenu en France. Peut-on en tirer un enseignement sur le stade du capitalisme dans lequel nous nous trouvons ?

Jérôme Baschet : Ce chiffre montre que la sécession des riches s'effectue avec la complicité de l'Etat et des gouvernements. Les politiques néolibérales ont

accentué les inégalités, avec d'un côté une majorité de gens qui souffrent du chômage, de la précarité, de difficultés quotidiennes à vivre, et de l'autre, des hyper-riches qui ont la mainmise sur les décisions économiques. Mais aujourd'hui, les politiques néolibérales ne suffisent plus à surmonter les difficultés du capitalisme, notamment parce que la croissance reste insuffisante. Les politiques autoritaires, réactionnaires, néofascistes, marquent une nouvelle étape : c'est la revendication d'une toute-puissance sans limite du capitalisme, visant à supprimer tous les obstacles à son expansion et à rétablir les conditions de la rentabilité de la production.

Laurent Jeanpierre : Entre 1820 et 2020, les inégalités économiques ne se sont pas réduites à l'échelle mondiale, comme l'ont bien montré Thomas Piketty et Lucas Chancel. Et quand des initiatives tentent de le faire, comme la taxe «Zucman» sur les 1 % les plus riches, des personnalités puissantes et concernées au premier chef, comme Bernard Arnault, déploient leurs armes pour les saboter. Dans la longue durée, cela reste des péripéties.

L'organisation capitaliste de la société n'a rien d'éternel ni de naturel. Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire, ni la seule manière de structurer la vie collective.

Pourquoi parler de «mondes postcapitalistes» plutôt que d'anticapitalisme ?

J. B. : L'anticapitalisme, c'est la critique du capitalisme. Elle a été faite depuis longtemps, sous diverses formes, et il faut continuer à l'actualiser. Mais nous pensons qu'il faut ajouter une dimension supplémentaire et se livrer à un exercice d'anticipation contrôlée pour examiner ce que pourrait être une organisation postcapitaliste de la vie collective.

L'exercice doit écarter plusieurs périls, comme l'utopisme abstrait. Il faut également prendre acte de l'échec des expériences socialistes et communistes du XXe siècle, afin de penser le postcapitalisme sur des bases largement renouvelées. A cet égard, le pluriel de l'expression «mondes postcapitalistes» est une manière de se démarquer d'une conception de l'émancipation qui s'était coulée dans l'universalisme des Lumières. On se faisait alors «une» idée

de l'émancipation valable pour tous les peuples, quoique sur la base de valeurs essentiellement occidentales. Il faut désormais faire place à de multiples manières de penser «des» mondes postcapitalistes, à partir de la modernité, mais aussi des manières de vivre des peuples indigènes, des traditions africaines, chinoises, indiennes...

Inventer une multitude de mondes, est-ce aussi une façon d'éviter une lutte frontale «bloc contre bloc» ?

L. J. : Il n'y aura pas de passage du capitalisme au postcapitalisme sans une forte conflictualité sociale. Mais pas non plus sans des poussées réformatrices et des expérimentations interstitielles qui visent l'extension de mondes postcapitalistes au sein même de la réalité existante. C'est par l'articulation entre ces trois modalités de la transformation - conflit, réforme et extension d'utopies réelles - qu'on peut imaginer une transition. Comment ? A quelle échelle ? Suivant quel rythme ? Ce sont des choses qui restent en partie à élucider et à effectuer, à partir de cas concrets dont le Chiapas, région mexicaine rebelle, a fourni un exemple dès les années 90, en renouvelant les pratiques d'autonomie matérielle et politique. La bascule vers le postcapitalisme ne sera pas totale ni ne se fera en un jour : elle sera corrosive, ce qui fait qu'on imagine aussi que le capitalisme se maintienne de manière résiduelle, peut-être sur Mars pour certains ou sur des îles retirées et déjà achetées par des millionnaires...

Donc Elon Musk vivant dans une capsule sur Mars, c'est aussi un monde postcapitaliste ?

L. J. : Cela n'a rien de postcapitaliste. Mais il existe des projections d'un postcapitalisme ultra-technologique, des conceptions dites accélérationnistes du présent qui affirment que nous serons libérés de l'exploitation et de la domination parce que nous aurons délégué nos tâches aux outils automatisés. Il est certain, en tout cas, que la place de la technique sera une source de clivages voire de conflits dans les mondes postcapitalistes.

J. B. : Les zapatistes du Chiapas ont suggéré de lutter pour «un monde où il y

ait la place pour de nombreux mondes». Mais pas tous les mondes ! Le capitalisme est un monde destructeur de tous les mondes qui ne se conforment pas à ses exigences de marchandisation. Le capitalisme est comme une espèce invasive : est-ce qu'on la laisse prospérer au nom du droit de toutes les espèces à se développer ou bien faut-il lutter contre le monde qui prétend tout ramener à l'un, afin de permettre à la multiplicité des mondes de se déployer ?

Mais si le capitalisme finit par empêcher de vivre en bonne santé, avec un minimum de formation et de revenu, il se tire une balle dans le pied, non ?

L. J. : Santé, éducation, alimentation, agriculture, travail domestique... En attaquant la sphère de la reproduction sociale, le capitalisme néolibéral lui a donné un caractère stratégique. La réappropriation collective de ces tâches devient dès lors un enjeu central. C'est probablement à partir de là qu'une première politisation des formes d'existence postcapitalistes peut se mettre en place. Car si les corps se délitent, si vous ne pouvez plus payer les frais de santé, si le soin n'est plus réalisé dans les hôpitaux, il va falloir que les gens s'auto-organisent. Par ailleurs, à l'échelle mondiale, ces sphères de vie ne sont pas encore complètement soumises au capitalisme. On peut penser à l'agriculture paysanne en Amérique latine, au Brésil, en Inde, en Chine, en Afrique... La paysannerie traditionnelle n'est pas complètement morte. C'est encore un point d'appui, parmi d'autres.

J. B. : Oui, plusieurs centaines de millions de personnes sur la planète s'organisent pour défendre cette agriculture paysanne, notamment au sein de la Via Campesina [mouvement altermondialiste international, ndlr]. Il faut penser aussi aux peuples indigènes, qui ont conservé des formes d'auto-gouvernement toujours vivaces. Et même dans les pays du Nord, malgré la domination massive du capitalisme, il y a des interstices, des espaces en partie libérés où s'expérimentent d'autres manières de vivre. Pensez à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, à la montagne Limousine, au quartier libre des Lentillères à Dijon (Côte-d'Or), à la coopérative Longo Mai, parmi bien d'autres exemples en France et ailleurs.

Donc les mondes postcapitalistes ne viendront pas en priorité des territoires occidentaux ?

L. J. : Sans doute pas car, malgré l'assaut néolibéral, les tâches de reproduction y sont encore en grande partie étatisées. Seuls les gilets jaunes ont replacé au centre la crise de la reproduction sociale. L'enjeu de ce mouvement, c'était la vie quotidienne : qu'est-ce qu'on fait quand les services publics se délitent, pour manger, se soigner, pour que nos enfants aient un avenir meilleur ?

## **Ils ne viendront pas non plus des villes ?**

L. J. : Si l'alimentation est un appui essentiel pour une réappropriation collective de la vie quotidienne, les zones moins urbanisées devraient représenter des points de départ plus évidents. Mais pas sans liaisons ni échanges avec des consciences postcapitalistes en milieu urbain.

Vous avez recensé une diversité d'expériences, qu'ont-elles en commun ?

J. B. : Leurs principes mêmes sont divers, mais on peut suggérer deux notions cruciales : le «buen vivir» (bien-vivre), né dans les luttes amérindiennes, qui permet à toutes et tous de mener une vie digne et pleine dans le respect de la régénération des écosystèmes et la préservation de l'habitabilité de la Terre, et le «commun» comme moyen de réaliser ce bien-vivre. Sur cette base, la production n'est plus déterminée par les impératifs de l'accumulation du

capital, mais par ce que les habitants vont collectivement décider. C'est là que réside la rupture avec le productivisme capitaliste, qui est la cause fondamentale de la catastrophe écologique et climatique actuelle à laquelle le postcapitalisme nous permettrait d'échapper.

Vous soulignez le lien entre économie, colonialité et patriarcat pour montrer que le dépassement du capitalisme ne peut se faire sans la critique de ces rapports de domination.

J. B. : Si le patriarcat préexistait au capitalisme, on sait désormais, grâce aux travaux féministes, qu'il s'est renforcé dans les sociétés modernes, la dissociation entre les rôles masculins et féminins venant recouper la division très marquée entre production et reproduction. Sortir du capitalisme, c'est forcément viser un horizon hors du patriarcat, comme aussi hors des rapports coloniaux et des discriminations raciales.

## **La perspective postcapitaliste implique-t-elle de travailler moins ?**

J. B. : Oui, si on élimine toutes les productions de biens, de services et d'infrastructures qui ne répondent qu'aux impératifs de l'accumulation du capital et n'ont pas de pertinence réelle du point de vue du bien vivre. Les mondes postcapitalistes devraient connaître une décompression temporelle, opposée à l'accélération capitaliste, mais aussi une ample polyactivité et, peut-être, un effacement de la distinction entre ce qui est du travail et ce qui ne l'est pas. Le temps disponible, c'est aussi du temps supplémentaire pour s'occuper des enfants, trop souvent laissés à eux-mêmes et aux écrans dans les sociétés capitalistes. Cette attention aux enfants est essentielle pour faire croître des sociétés davantage orientées vers la coopération et l'entraide.

Et ça change totalement la conception de la famille, qui, dans le système capitaliste, s'adosse à la domination patriarcale ?

L. J. : Là aussi, il y a une pluralité d'options en discussion : mettre en commun l'éducation des enfants, externaliser la procréation, par exemple. La famille

postcapitaliste peut rester nucléaire ou bien avoir des formes élargies au sein de maisonnées. Mais quelle que soit sa forme, c'est une famille qui cherche à abolir l'exploitation du travail reproductif des femmes.

L'actuel recul des idées progressistes n'est-il pas un puissant frein à l'émergence des idées postcapitalistes ?

L. J. : A la fin de la Seconde Guerre mondiale, les résistances européennes ont ouvert un chapitre de domestication relative du capitalisme sous la forme de l'Etat social. On peut imaginer que la vague néofasciste actuelle entraînera à son tour à l'échelle mondiale des formes de résistance ou de sécession qui pourraient inaugurer une nouvelle ère, non plus de domestication, mais de dépassement du capitalisme. Il y a surtout une cumulativité historique des expériences critiques du capitalisme, qui ne s'effacera pas avec la crispation néofasciste actuelle.

## **Comment rendre ces mondes désirables ?**

L. J. : Aujourd'hui, travailler à une civilisation alternative au capitalisme n'est pas un luxe intellectuel, c'est une réponse nécessaire à la menace de destruction massive et croissante de conditions de vie dignes.

J. B. : Se libérer du productivisme destructeur, retrouver des formes de démocratie réelle, assurer le bien vivre de tous et la régénération des écosystèmes, développer des relations fondées sur l'entraide, le soin, la joie, n'est-ce pas une perspective plus désirable que la poursuite des dynamiques mortifères du capitalisme ? Si l'espoir est un impératif moral, alors le postcapitalisme est l'une des formes les plus raisonnables de l'espoir.